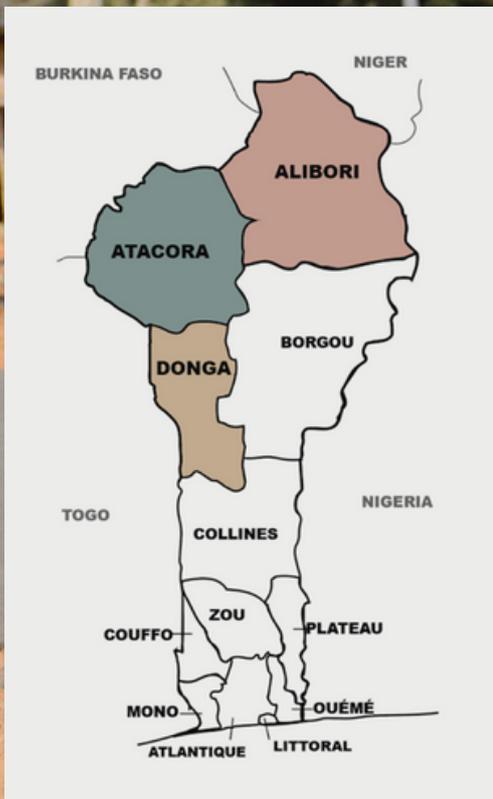


TIMBUKTU INSTITUTE

African Center for Peace Studies  
www.timbuktu-institute.org

# AU-DELÀ DE LA CRIMINALITÉ

## *Perceptions juvéniles de la radicalisation et de l'extrémisme violent au Nord du Bénin*



Septembre 2024

## Table des matières

<b>Remerciements</b> .....	3
<b>Introduction</b> .....	4
<b>Facteurs de radicalisation dans la Donga : Entre griefs sociopolitiques, vulnérabilités et choc des modèles religieux</b> .....	8
<i>L'écueil de l'insertion socioéconomique</i> .....	9
<i>Au cœur des inégalités, des frustrations et des défaillances</i> .....	9
<i>Inadéquations ou dualité du système éducatif en cause ?</i> .....	9
<i>Un sentiment croissant d'insécurité</i> .....	9
<i>Accumulation des frustrations et tentations radicales</i> .....	10
<i>Organisations islamiques étrangères et humanitaire religieux à la rescousse ?</i> .....	10
<i>L'activité agricole face aux conflits locaux : la résilience bousculée ?</i> .....	11
<i>Des jeunes de la Donga à la portée de recruteurs ?</i> .....	12
<i>La Donga : Entre poids du religieux, ingérences et expérimentation de stratégies prédicatives</i> .....	12
<b>Conclusion sur le cas de la Donga</b> .....	14
<b>L'Alibori au carrefour des conflictualités</b> .....	15
<b>Entre tensions intercommunautaires et offensive des prêcheurs</b> .....	15
<i>Entre tensions intercommunautaires et instrumentalisation des griefs</i> .....	16
<i>Entre conflictualités locales et dynamiques transfrontalières</i> .....	17
<i>Un département « victime » de la crise nigéro-béninoise ?</i> .....	18
<i>Conflits domaniaux et détérioration des rapports intercommunautaires</i> .....	19
<i>Arrestations ciblées et arbitraires : Une stigmatisation grandissante des Peulhs ?</i> .....	20
<i>L'Alibori, cible des prêcheurs et des organisations étrangères ?</i> .....	20
<b>Conclusion sur le cas de l'Alibori</b> .....	21
<b>L'Atacora, entre vulnérabilités et débordement de l'insécurité</b> .....	23
<i>Vers un nouvel épicode côtier au Nord du Bénin ?</i> .....	23
<i>Une communautarisation poussée des conflictualités</i> .....	24
<i>Vulnérabilités socioéconomiques et inconséquences de la gestion des espaces</i> .....	24
<i>Des incompréhensions à l'instrumentalisation des frustrations</i> .....	26
<i>Quand les groupes extrémistes s'improvisent protecteurs des communautés</i> .....	26
<i>L'Atacora : simple zone de passage des combattants ou terreau de recrutement ?</i> .....	27
<i>Une approche sécuritaire et criminologique déconnectée des réalités locales ?</i> .....	28
<i>L'idéologique et le religieux : facteurs « refoulés » ou ignorés des approches criminologiques ?</i> .....	29
<i>« Les gens de la brousse approchent les jeunes » : prémises d'un processus d'endoctrinement ?</i> .....	30
<b>Conclusion sur le cas de l'Atacora</b> .....	31
<b>Des réponses nationales inadaptées ou mal comprises ?</b> .....	31
<b>Conclusion</b> .....	33
<b>Recommandations</b> .....	34
<b>Sources des données humaines et socioéconomiques sur les départements</b> .....	38

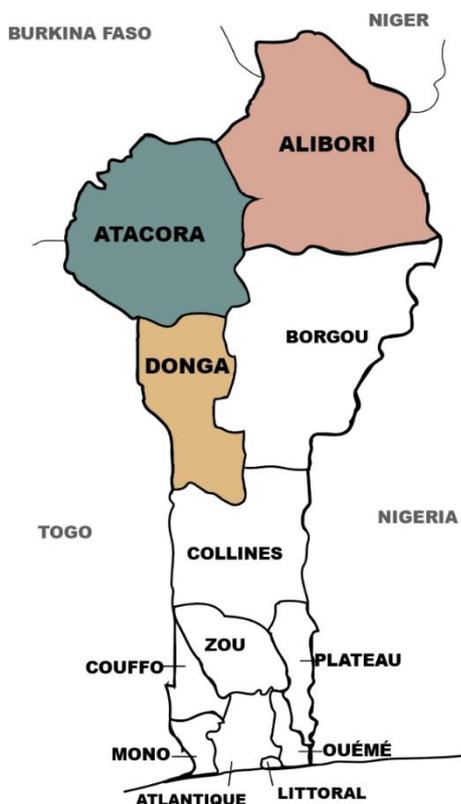
## Remerciements

**Timbuktu Institute** – African Center for Peace Studies tient à remercier, particulièrement, le Programme Régional d’Appui aux Pays côtiers (**USAID OTI-Littoral Regional initiative**) pour la précieuse opportunité de séjourner et de travailler dans cette région.

Grand merci également aux organisations de jeunes et aux autorités locales qui ont toujours accueilli nos équipes avec hospitalité et disponibilité.



## Introduction



Les études sur la radicalisation des jeunes et l'extrémisme violent se sont multipliées ces dernières années notamment dans la région sahéenne avec la recrudescence du phénomène terroriste en tant que menace à la paix et la stabilité des États de la région. De phénomène perçu, à l'origine, comme l'antichambre du basculement vers la violence terroriste, la radicalisation revêt de plus en plus d'aspects qui en font évoluer les définitions et les perceptions. Les approches successives d'un tel phénomène se sont enrichies de la diversité des expériences, selon les pays, qui a poussé les experts à analyser la radicalisation comme la résultante d'un processus, de facteurs ou de conséquences politiques,

économiques, sociales, idéologiques etc. Cette radicalisation se manifeste par l'usage de la violence comme moyens d'affirmation, d'expression ou de revendication les plus diverses. Mais, très vite, l'étude du phénomène de radicalisation va être victime d'une part de la popularité d'un « sujet parfait » pour le sensationnel médiatique surfant sur le caractère spectaculaire des attaques terroristes qui tendent à déborder de l'épicentre sahéen vers des zones insoupçonnées comme le golfe de Guinée.

De l'autre, *la diversité des expériences et la rapidité des mutations ont eu comme corollaire, la multiplication des angles d'approches souvent empreintes des préoccupations que des experts projettent sur le phénomène qui finit par ne plus être étudié en soi.*

Enfin, les spécialisations d'analystes qui, naguère, étaient focalisés sur des sujets comme la gouvernance, la criminalité ou encore les violences urbaines, ont déteint sur de nombreuses études allant, par exemple, jusqu'à dénier au phénomène ses dimensions idéologique ou encore intercommunautaire etc.

Ainsi, la prédominance des analyses criminologiques au point d'induire les États de la région vers des approches strictement sécuritaires, s'est accentuée avec des études s'intéressant le plus souvent aux acteurs du « second cercle » tels que les trafiquants, les convoyeurs

d'assistance logistique etc. Pendant ce temps, ces études négligent les acteurs du premier et du troisième cercle. Le premier cercle est constitué des entrepreneurs idéologiques/communautaires dont le rôle est fondamental dans le recrutement, l'incitation et l'instrumentalisation des griefs. Le troisième cercle auquel les études à dominante criminologique n'ont souvent pas accès, est celui des acteurs prédisposés au basculement dans la violence extrémiste ou pouvant y préparer idéologiquement : les recruteurs, les personnes déjà endoctrinées et enclines à passer à l'action. Le plus souvent, c'est dans l'univers carcéral qu'ils les interrogent ou dans des situations de « remords » où de nombreux biais viennent fausser l'analyse sur les motivations réelles.

*Il s'y ajoute que les outils de l'approche criminologique ne sont souvent pas adaptés pour rendre compte des subtilités du discours extrémiste avec sa charge idéologique et ses références qui nécessitent un décryptage, voire une exégèse souvent hors de portée d'experts démunis des concepts-clés permettant une intelligence des symboles, des allusions et des codes langagiers.*

C'est souvent après le passage à l'acte que beaucoup d'analystes nient la dimension idéologique accèdent aux sujets en question soit en prison ou dans une situation sur laquelle pèse lourdement l'environnement

sécuritaire, la pression carcérale ou des acteurs de la criminalité accentuant ainsi le biais criminologique malgré les efforts de documentation.

Pour ne pas s'encombrer d'un listing ou croisement des définitions dans le cadre de cette étude, on pourrait renvoyer aux différentes publications de l'Institut ayant abordé le phénomène de radicalisation dans des contextes variés soit dans le cas de pays déjà touchés par la violence extrémiste ou par une approche prospective pour d'autres présentant des risques ou encore sous une certaine pression sécuritaire. Le biais criminologique ayant eu son effet sur l'approche du phénomène de la radicalisation au Sahel, n'a pas épargné certaines études suite au débordement de l'épicentre de la violence extrémiste vers les pays du Golfe de Guinée.

Beaucoup d'entre elles souffrent du non renouvellement des outils conceptuels de même que l'empressement à « documenter » un phénomène multidimensionnel et souvent diffus dans des contextes où on projette un regard orienté par les réalités d'ailleurs.

*De plus, face à la pression sécuritaire et politique pour l'élaboration de réponses, il a dû échapper à nombre d'analystes, le tournant paradigmatique de l'accentuation de la communautarisation de la violence extrémiste concomitante aux premières phases visibles du débordement de l'épicentre du*

### *terrorisme du Sahel central vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest.*

C'est ainsi que, dans le cas de certains pays côtiers, les réponses politiques fortement inspirées par des conclusions issues de l'approche criminologique semblent ne pas apprendre des erreurs du Sahel en s'orientant vers des solutions à dominante sécuritaire. Ces dernières réduisent, même parfois le phénomène extrémiste à un « simple » problème criminel alors que la criminalité n'est pas en soi la racine du mal mais un des symptômes entre autres.

Pour le cas du Bénin, plusieurs études font état de sa proximité géographique avec les pays sahéliens victimes de l'insurrection des groupes armés terroristes, la porosité des frontières, la faible présence de l'État dans certaines régions, les conflits communautaires, le chômage des jeunes, la corruption, l'injustice, les inégalités sociales et bien d'autres facteurs. Malgré les dispositions, les efforts et les mécanismes mis en œuvre par l'État pour contrer cette avancée, la situation sécuritaire se dégrade progressivement dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora.

Depuis la première attaque terroriste enregistrée en 2019, le nombre d'incidents terroristes sur le sol béninois, notamment dans le septentrion, est en hausse avec un nombre de morts croissant, de blessés et de déplacés.

S'inscrivant dans une démarche compréhensive et à partir de la perception des populations locales, Timbuktu Institute a mis à profit plusieurs missions de terrains dans les départements<sup>1</sup> de la Donga, de l'Alibori et de l'Atacora afin de conduire des entretiens qualitatifs auprès de 270 jeunes habitant les différentes localités et communes. En plus de ces entretiens individuels, une dizaine de focus groupes ont été organisés sur site.

Afin d'éviter des interviews « one shot », nous avons adopté la démarche consistant à faire de l'observation continue sur le temps long. Ainsi, les témoignages et réponses recueillies et sur lesquels se fonde la présente analyse, sont issus d'un travail de terrain étendu sur la période de Mars – Mai 2023 à juin 2024<sup>2</sup> dirigé, sur place, par Dr. Bakary Sambeissus. La démarche consistait aussi à ne pas se contenter des seules équipes d'enquêteurs envoyées sur place, mais à être présents sur le terrain pour ajuster et compléter, si

---

<sup>1</sup> Il y a bien conscience qu'au-delà du découpage par département, il y a bien des réalités qui transcendent les limites administratives au regard des interactions entre les populations et des dynamiques humaines qui ne suivent pas forcément les limitations géographiques spatiales.

<sup>2</sup> - Le rapport étant construit essentiellement sur des entretiens qualitatifs et divers témoignages lors des

*focus group avec les jeunes des trois départements, nous signalerons à chaque fois, dans le corps du texte, l'identité minimale et la zone exacte (commune, arrondissement, village) où à défaut, selon la sensibilité du témoignage, le département où habite l'interlocuteur. Les dates se situent dans la période allant de Mars- Mai 2023 à Juin 2024.*

nécessaire, l'approche pour plus d'agilité et de contact direct avec la réalité du terrain.

Ces interviews et focus groups sont menés à partir de trois questionnements majeurs :

- Les facteurs potentiels de radicalisation des jeunes des départements du Nord du Bénin avec une approche différenciée prenant en compte la spécificité de chaque département et même des localités et communes ;
- L'appréciation des réponses étatiques nationales à partir d'un point de vue local ;
- Le rôle des interactions entre communautés peuplant le Nord du pays dans la radicalisation de certaines franges ;
- Les perspectives dans les départements comme le Borgou pour l'heure relativement épargné mais se situant sur un continuum socioculturel lui faisant subir

l'impact de la transfrontalité avec notamment le Nigeria (dans un prochain rapport spécialement dédié au département du Borgou).

Ainsi, le présent rapport portant spécifiquement sur les facteurs de radicalisation tels que perçus par les jeunes des départements du Nord du Bénin est le premier d'un cycle de trois études.

Il s'articule en trois parties, traitant chacune d'un département et couvrant la Donga, l'Alibori et l'Atacora.

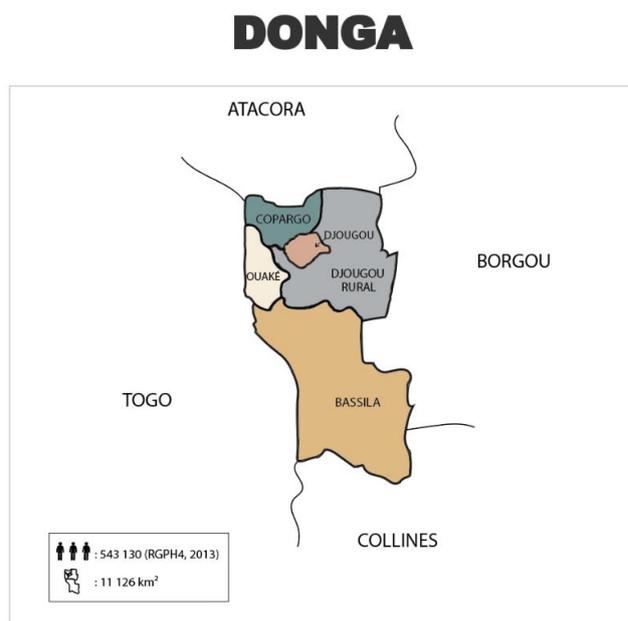
Pour chaque département, il s'agira dans un premier temps d'en présenter d'abord les spécificités et les données socioéconomiques et humaines<sup>3</sup> puis les facteurs de radicalisation tels que perçus par les jeunes dans un second temps, en s'appuyant sur les témoignages et constats fournis par les populations locales durant les entretiens semi-structurés ou encore les focus -groups que l'équipe a voulu les plus localisés possibles.

---

<sup>3</sup> Pour ces données qui sont les seules externes à l'enquête nous nous sommes référés aux documents et sites officiels suivants : Synthèse des principaux résultats du RGPH-4de l'ALIBORI Cahier des villages et quartiers de ville Département de l'ALIBORI Alibori, Atacora Cahier des villages et quartiers de ville Département de l'ATACORA, Synthèse des principaux résultats du RGPH-4de l'ATACORA, Cahier

des villages et quartiers de ville Département de la DONGA, Spatialisation des cibles prioritaires des ODD au Bénin : Monographie des communes des départements de l'Atacora et de la Donga, Synthèse des principaux résultats du RGPH-4de la DONGA, INSAE BENIN

## Facteurs de radicalisation dans la Donga : Entre griefs sociopolitiques, vulnérabilités et choc des modèles religieux



La ville de Djougou est le chef-lieu du département. Les groupes ethno-culturels majoritaires de la Donga sont le Yoa (28%), le Lopka (18%), les Peulh (11%) et les Dendi (5%). L'islam est la religion la plus pratiquée (78%) dans le département suivi du catholicisme (12%).

Dans le domaine des infrastructures sociocommunitaires, les 177 villages du département de la Donga disposent de 14 maternités, de 2 centres de santé communale, de 19 centres de santé d'arrondissement et de 15 dispensaires. Sur le plan éducatif, il existe environ 438 écoles primaires publiques, 26 collèges à 1<sup>er</sup> cycle et de 14 collèges de 2<sup>nd</sup> cycle.

Cependant, l'accès à l'eau potable est un véritable défi pour les populations.

Étendu sur une superficie de 11.126 Km<sup>2</sup> pour une population de 543 130 d'habitants en 2013<sup>4</sup>, le département de la Donga est situé au centre-Ouest du Bénin. Il est limité au Nord par le département de l'Atacora, au sud par le département des Collines, à l'Est par le département du Borgou et à l'Ouest par le Togo. La Donga compte quatre communes que sont Djougou, Bassila, Copargo et Ouaké. Ces quatre communes sont subdivisées en 26 arrondissements et en 177 villages et quartier de ville.

Seulement un tiers (33%) du département a accès à l'eau potable. Concernant les activités économiques, l'agriculture, la pêche et la chasse sont les activités prédominantes (62%) suivie du commerce et de la restauration (14%).

Sur le plan agricole, le département de la Donga est considéré comme le « grenier du pays » en raison de sa forte culture du sorgho, du maïs, de l'arachide etc. Les marchés urbains du département, notamment ceux de Djougou, Bassila et Ouaké facilitent l'approvisionnement et l'écoulement des produits agricoles et artisanaux entre les villes et villages du département et aussi avec les pays voisins comme le Togo et le Burkina Faso.

<sup>4</sup> Date du dernier recensement général de la population et de l'habitat dont les données sont publiées. Il existe d'autres recensements parcellaires mais la plupart inaccessibles ou non officiellement publiées pour diverses raisons dont la protection des données d'après quelques interlocuteurs.

La radicalisation et l'extrémisme violent sont souvent conçus par les jeunes interrogés comme *« un refuge notamment pour faire face aux différents problèmes socio-politiques, socio-économiques et socio-culturels »*, telle que décrit par A.D, originaire de la commune de Ouaké.

### **L'écueil de l'insertion socioéconomique**

#### **Au cœur des inégalités, des frustrations et des défaillances**

Dans un climat social fragilisé par la pauvreté, l'injustice, la corruption, le népotisme, les querelles intercommunautaires, religieuses, des *« rivalités ethniques »* avec des soubassements politiques, les jeunes posent la question de leur *« avenir »* qui selon certains, serait relégué au second plan : *« Nous jeunes sommes carrément les oubliés du système. A la fin des études, il n'existe aucune politique d'insertion professionnelle »*, s'indigne un jeune lycéen de la ville de Djougou. La question de l'insertion socioprofessionnelle s'invite aussi avec une dimension contestataire de l'ordre politique qui serait marqué par un certain *« népotisme »*. Pour ce jeune responsable associatif de la commune de Djougou : *« Pour avoir du travail, il faut connaître quelqu'un ou être un partisan actif d'un parti politique de la mouvance (présidentielle, ndlr). Cela sous-tend*

*qu'il faut être du cercle restreint de ceux qui dirigent le pays »*.

### **Inadéquations ou dualité du système éducatif en cause ?**

Cette situation des jeunes du département s'expliquerait, en grande partie, par le manque de débouché après les études. Pour nombre de jeunes, *« la formation donnée dans les écoles et les universités ne répond pas à la demande du monde de l'emploi »*. *« Les politiques d'auto-emploi prônées par les différents gouvernements pour répondre à la question du chômage des jeunes sont jusque-là restées à la phase théorique »*, remarque un jeune journaliste d'un média local pour qui, *« les quelques initiatives personnelles des jeunes, faute d'accompagnement se sont heurtées aux réalités du monde entrepreneurial. Ils finissent par jeter l'éponge. Ainsi, toute autre proposition d'emploi, qu'elle soit légale ou illégale est la bienvenue »*.

### **Un sentiment croissant d'insécurité**

À cette situation s'ajouterait une atmosphère sécuritaire exacerbée par les violences, les braquages, les enlèvements, le banditisme, les trafics d'armes et de stupéfiants d'après de nombreux témoignages. L'insécurité dans les localités urbaines comme rurales serait en hausse.

« Face à l'accroissement des oppressions, des frustrations, des exclusions et des marginalisations dans presque tous les domaines et surtout face à l'absence d'une réelle politique de développement, la couche juvénile qui compose la bonne partie de la population de la Donga va commencer à cultiver des idéologies radicales et extrémistes », avertit cet autre jeune. Pour lui, oubliés par le "système" les jeunes vont chercher le moyen le plus accessible pour pouvoir « s'affirmer et exister » socialement.

### Accumulation des frustrations et tentations radicales

« Lorsque tu as des ambitions et que tu fais de ton mieux pour arriver à tes fins mais sans aucune suite, tu es désespéré. J'ai toujours voulu être un militaire ce qui m'a poussé à participer à des concours, admis, j'ai été recalé, parce que je ne pouvais pas soudoyer les agents recruteurs. Je suis victime d'une injustice » laissait entendre un jeune de Ouaké, un village du département de la Donga qui ne cachait pas son « désir de rejoindre un groupe extrémiste » par « revanche sociale » et recherche d'une justice sociale faisant défaut au mode de gouvernance dans son pays.

Un interlocuteur actif dans le domaine de l'éducation explique que : « Ces jeunes ont pour la plupart étudié dans des conditions très peu reluisantes, mais tant bien que mal, ont pu arriver au bout de leur cursus et les voici désormais au chômage et une fois

encore à la merci des parents et à la risée de leurs camarades qui jadis avaient abandonné l'école ».

Dans un département où la croissance démographique est l'une des plus importantes du pays, « ne pas pouvoir s'affirmer socialement ou tout au moins subvenir à ses besoins est un échec », analyse un jeune étudiant.

### Organisations islamiques étrangères et humanitaire religieux à la rescousse ?

Il faut rappeler que la croissance démographique qui marque ce département, rime avec certaines difficultés sociales et une saturation des services sociaux de base. Des centres urbains jusqu'aux périphéries, l'accès aux services sociaux de base est difficile ou quasi impossible.

Pour combler le vide, « ce sont les pays du Golfe qui a travers des projets font des dons d'infrastructures aux villages ou aux communes. Aujourd'hui dans le département, nous avons des centaines de forage d'eau, de puits, d'écoles franco-arabe et des mosquées », explique un natif du département sur la façon dont les « étrangers » se sont érigés en « sauveur face au laxisme de l'État ».

Des jeunes expliquent lors d'un focus groupe à Ouaké que souvent, dans ce département, deux possibilités s'offrent : « l'immigration ou la lamentation ». Tellement l'opportunité de trouver un travail reste rare au point que « le jeune ne passera ses

*jours que pour se lamenter sur son sort ou prendre la mer pour l'exode », conclut cet habitant de Copargo.*

### **L'activité agricole face aux conflits locaux : la résilience bousculée ?**

L'agriculture qui a toujours été une importante activité économique pourvoyeuse de revenus dans la Donga, fait de plus en plus face aux conséquences des conflits autour de la terre.

Comme l'explique un jeune originaire du village de Badjoudè, *« cette activité qui devrait servir de rempart ou de porte de sortie à ces jeunes est empesté dans l'éternel conflit entre agriculteurs et éleveurs, ou dans des conflits domaniaux »*. Ces conflits ont tendance à s'accroître face à la raréfaction des ressources et aux effets perceptibles des aléas climatiques. *« Il ne se passe une journée, une journée je vous dis sans qu'au cours de la saison pluvieuse on n'enregistre pas un cas de destruction de champ ou de plantation par les animaux d'un bouvier »*, informe un agriculteur de Copargo.

Un autre habitant récemment dépossédé de son champ ajoute : *« Si c'était seulement des problèmes entre agriculteurs et éleveurs, ce serait encore mieux, mais aujourd'hui, nous nous battons pour sauvegarder nos terres. Depuis que le gouvernement a demandé à chacun d'enregistrer ses terres, tout le monde veut avoir de la terre, d'où les problèmes »*. Cependant, même si

certains jeunes rencontrés avaient l'intention de se reconvertir dans l'agriculture, la problématique de l'accès à la terre se pose désormais avec acuité. *« Les domaines ne sont plus accessibles à tous »*, explique un jeune agriculteur.

Les populations du département semblent dénoncer les politiques publiques en matière agricole et de gestion du foncier. Elles évoquent de récentes mesures jugées contre-productives et affectant même la résilience économique des communautés.

En effet, le gouvernement à travers le décret N° 2022-568 du 12 octobre 2022 portant interdiction de l'exportation de soja grain et fixant les conditions de mise en œuvre de l'interdiction d'exportation des noix brute de cajou et du soja graine en République du Bénin, avait déjà interdit l'exportation du soja et de la noix de cajou à compter du 1er avril 2024.

Cette décision prise pour la deuxième fois, avait, pour certains, *« fragilisé le pouvoir économique des agriculteurs car ces deux produits constituent les plus grandes sources de revenus après le coton »*, comme explique ce jeune agriculteur des environs de Ouaké. Du point de vue des populations locales, *« aucune alternative réelle n'est définie pour ces jeunes malgré leur volonté ou leur droit à l'émancipation »*. Face à cette impasse, cet autre habitant de Ouaké explique que *« les jeunes laissés pour compte ne vont que se tourner vers*

*des solutions alternatives pour pouvoir assurer leur survie ».*

### **Des jeunes de la Donga à la portée de recruteurs ?**

Les jeunes interrogés lors de focus groupes à Djougou, soutiennent que d'autres facteurs sont à prendre, également, en compte dans l'analyse des risques de basculement vers la radicalisation en évoquant, notamment, *« la position géographique de la Donga qui s'ouvre aux pays dont les situations sécuritaires sont dégradantes ».*

Pour eux, *« cette situation est très favorable à l'installation d'un climat où les jeunes qui, dans leur soif d'une émancipation ou d'une autonomie sociale, sont susceptibles d'être recrutés par des groupes terroristes ».*

Un autre témoignage glaçant en dit long sur cet état d'esprit : *« il existe des agents recruteurs qui viennent dans les villages du département de la Donga, en provenance du Burkina Faso, à la recherche des jeunes, soi-disant que c'est pour les travaux champêtres alors que ces derniers sont formés en tant que éléments des groupes armés terroristes. Les frontières des pays étant très perméables et aussi avec la ressemblance des groupes socio-ethniques, la mobilité à travers les autres pays est très facile. La plupart des pays de la sous-région partagent les mêmes communautés et aussi les mêmes réalités sociales ».*

### **La Donga : Entre poids du religieux, ingérences et expérimentation de stratégies prédictives**

Outre le facteur géographique, celui religieux occupe une place de choix au sein des communautés d'un département où le poids du religieux crée une spécificité par rapport aux autres localités du Nord du Bénin. La composition religieuse de ce département fait qu'au sein d'une communauté musulmane fortement majoritaire (80%), différents courants s'affrontent constamment. Des factions salafistes-wahhabites qui s'autoproclament « Sunnites » et détentrices de la tradition islamique « authentique », s'opposent à des communautés se réclamant de la confrérie soufie Tijaniyya.

*« Chaque courant se veut plus conformiste et rigoriste aux prescriptions divines et veut s'assurer une part représentative au sein de la société »,* témoigne ce jeune éducateur exprimant son inquiétude face à une telle tendance qui prend de l'ampleur. En effet, le département de la Donga subit de plein fouet les effets de la concurrence des modèles religieux dans un contexte de mondialisation du croire et des connexions transnationales.

Tout indique que les stratégies de la Da'wah (prédication, appel) internationale s'appuyant sur le développement d'activités caritatives se déploient dans ce département en s'appuyant sur des relais

locaux. *« Financé par les royaumes arabiques, chaque camp met ses stratégies en œuvre pour attirer le plus de fidèles. Allant de la construction des mosquées, des forages d'eaux, des assistances financières et des prises en charge financières, tous les moyens sont utilisés pour maintenir le fidèle dans le cercle religieux »*, signale ce jeune actif dans le milieu associatif local.

En fait, on se retrouve dans le schéma mixte entre Da'wah et humanitaire qui a prospéré dans beaucoup de pays du Sahel et qui a favorisé une implantation durable des groupes salafistes et/ou wahhabites bien avant l'écllosion du phénomène du recours à la violence extrémiste.

Bien qu'il n'y ait pas un lien de causalité systématique entre salafisme et engagement djihadiste, les effets de la polarisation religieuse peuvent avoir des répercussions négatives sur la cohésion sociale. Les populations semblent lire dans cette situation une forme d'offensive idéologique du salafisme surfant sur les déficits des politiques étatiques en matière d'éducation, de santé ou social : *« Si l'intention derrière ces œuvres de charité est la quête du paradis, l'objectif de l'embrigadement idéologique est palpable. En conséquence, l'instrumentalisation de la religion pour des fins personnelles devient le dogme »*, précise cet autre jeune. Cette situation de polarisation idéologique et de fragmentation interne de la communauté musulmane, semble être le signe de

l'érosion des liens communautaires originels face à l'émergence de nouveaux types de revendications d'appartenances surfant sur une concurrence des modèles religieux : *« Aujourd'hui dans notre commune nous avons plusieurs courants islamiques. Nous avons ceux qui prient à 13 heures et d'autres à 14 heures et dans cette différence, les deux camps se livrent une véritable bataille. Et il faut noter que chaque camp à ses sponsors du côté des pays arabes qui leur fournit argent et autres pour continuer à combattre leurs adversaires »*, explique un fidèle résidant à Djougou.

Les nombreux témoignages recueillis, de même que les discussions ouvertes lors des focus groupes, indiquent que dans la perception de ces jeunes, la radicalisation naît de l'accumulation des frustrations et des *« différents problèmes auxquels les victimes n'arrivent pas à trouver une solution »*. Des jeunes interrogés font état d'autres originaires de la Donga qui avouent avoir déjà rejoint des éléments extrémistes : *« Beaucoup de jeunes rencontrés après avoir rejoint les éléments ont presque tous les mêmes réponses ou les mêmes motivations, ils n'avaient pas le choix, c'était la seule option pour améliorer leur situation »*. D'après les témoignages recueillis, *« ils seraient originaires des villages environnants de Copargo ou de la commune de Djougou et de Ouaké »*.

## Conclusion sur le cas de la Donga

Le département de la Donga présente des dynamiques indiquant que la prévention est encore possible. Toutefois, la question de l'insertion professionnelle, l'insécurité transfrontalière et les frustrations sociales contribuent à fragiliser la résilience des communautés en incitant les jeunes à chercher ailleurs les moyens de leur réussite. À cela, s'ajoutent les problèmes liés aux incidents d'ordres religieux ou confessionnels intensifiés par la concurrence des modèles islamiques avec l'ingérence d'organisations étrangères. Il persiste aussi d'innombrables difficultés d'accès à la terre qui privent les agriculteurs de leur source principale de revenus. Dès lors, la combinaison de ces facteurs dans une région en proie à l'insécurité

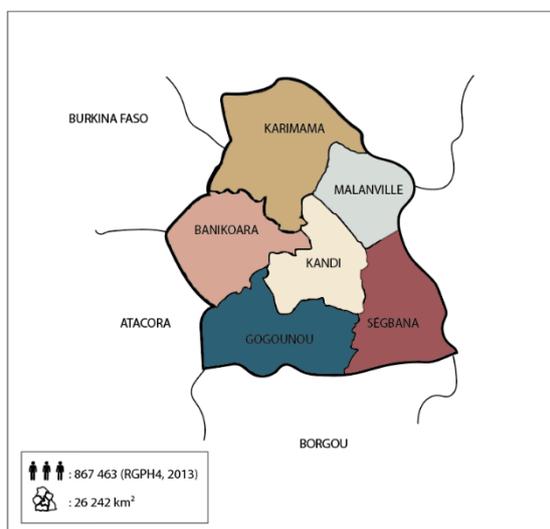
et à une offensive des prédicateurs, fait des jeunes de vulnérables et potentiels recrues pour les groupes terroristes toujours en quête ciblée de massification.

La Donga, habituellement, considérée comme encore loin de l'épicentre de la violence extrémiste connaît déjà, d'après les témoignages juvéniles et l'analyse des perceptions recueillies, les prémises d'une radicalisation aux facteurs multidimensionnels rappelant d'autres contextes où sont apparus ces signaux faibles. Il faudrait prêter attention à l'ensemble de ces signaux déjà manifestes appelant à une prise de conscience du caractère diffus de la menace dans ce département bien qu'il soit encore relativement épargné des exactions et des attaques de même ampleur que celles qui endeuillent déjà l'Alibori voisin et surtout l'Atacora.

## L'Alibori au carrefour des conflictualités

### Entre tensions intercommunautaires et offensive des prêcheurs

#### ALIBORI



Situé au Nord- Est du Bénin, le département de l'Alibori couvre une superficie de 26 242 km<sup>2</sup> (23% du territoire national).

Il est limité au Nord par le Burkina Faso et la République du Niger, à l'Est par la République fédérale du Nigéria, au Sud par le département du Borgou et à l'Ouest par le département de l'Atacora. En 2013 (dernier recensement général disponible), le département de l'Alibori comptait 867 463 habitants soit 8,7% de la population béninoise. Six (06) communes composent ce département à savoir : Banikoara ; Gogounou, Kandi, Karimama, Malanville et Ségbana avec un total de deux cent vingt-neuf (229) villages. La ville de Kandi constitue le chef-lieu du département. L'Alibori est majoritairement peuplé par des Bariba, des Peulhs, des Dendi et des

Mokolé. Les populations de ce département pratiquent, pour la plupart, l'Islam (81%), le catholicisme (9%) et l'animisme (4%). L'accès à l'eau potable constitue un véritable problème. Très peu d'arrondissements dispose d'adduction d'eau ou de forages publics.

Dans le secteur éducatif, l'Alibori présente un faible taux d'alphabétisation. En 2013, seulement 18% des personnes de plus de 15 ans savent lire et écrire. L'économie du département est dominée par des activités agricoles notamment la production cotonnière et vivrière. Outre l'agriculture, l'élevage de gros et de petits bétails est très répandu dans le département ainsi que la pêche. L'indice de pauvreté humaine est plus élevé dans la commune de Karimama (60,1%) et plus faible dans la commune de Kandi (52,8%).

Les communes de Karimama et de Ségbana sont les plus touchées par toutes les formes de pauvreté alors que la commune de Kandi est la moins impactée du département. Le marché international de Malanville est le plus attractif du département suivi de celui de Banikoara et de Gamia. Le Parc W, une réserve de biosphère transfrontalière partagée entre le Bénin, le Niger et le Burkina-Faso, constitue le plus grand atout touristique du département de l'Alibori. Mais depuis 2020, l'Alibori fait

face à une incursion des éléments des groupes armés terroristes impactant négativement la paix et la quiétude des populations. Le Parc national W qui occupe 8000 km<sup>2</sup> dans le département, est considéré par

certaines analystes sécuritaires comme étant la base arrière et le centre de commandement de ces éléments des groupes armés terroristes.

Les facteurs de radicalisation dans l'Alibori sont largement déterminés par la situation socio-économique, politique et ethno-culturelle de cette région. Dans un contexte social qui rime avec les conflits communautaires, ethniques, politiques et religieux, l'avenir des jeunes s'avère « hypothéqué » d'après certains témoignages. « *Dans notre région, nous avons tous les problèmes de ce bas monde. Chaque jour, vous devez apprendre une situation dramatique dans le département. Le mal chez nous est très profond et ne date pas d'aujourd'hui* », confie un jeune étudiant de Karimama.

### **Entre tensions intercommunautaires et instrumentalisation des griefs**

Les différentes communautés ethno-culturelles, rurales ou religieuses qui vivent dans cette région, semblent encore très divisées et « *en proie aux affrontements causant des morts, des blessés et des déplacés* » témoigne ce jeune agriculteur de Banikoara. L'harmonie entre ces communautés est largement tributaire des circonstances. Par exemple, les Dendi, les Bariba tous agriculteurs de profession et les peulhs éleveurs,

entretiennent de vieilles conflictualités. « *Le problème n'est pas seulement une affaire entre agriculteurs et éleveurs* », il a pris des proportions de haine entre les communautés. Ceci se manifeste par « *des injures, des malédictions, la globalisation d'un cas isolé, des affrontements sans causes valables entraînant des morts, des blessés et des déplacés* », explique un jeune peulh de la région.

À la question ethno-culturelle, se greffent des divergences intra-religieuses au sein même de la communauté musulmane. Ainsi, la branche islamique Tidjaniya composée en majorité des peulhs et la branche dite Sunnite composée des Dendi, Bariba et Boo, ont de réels problèmes de coexistence au sein des lieux de culte.

« *La situation religieuse est très dégradée au point où on refuse des mariages entre les jeunes de branches différentes, pourtant tous sont des musulmans de base* », précise un jeune de Malanville.

Dans un tel contexte, les groupes extrémistes violents jouent sur plusieurs aspects : l'insécurité, les velléités intra-religieuses et une intensification des activités de prêche mêlant prédication et menaces : « *Ils*

*sont arrivés dans notre village et ils ont prêché pendant deux heures dans la mosquée centrale en disant qu'ils avaient déjà appelé les forces de sécurité pour qu'elles partent avant leur arrivée. Ils nous ont rassurés qu'ils n'étaient pas nos ennemis mais nos protecteurs. Ils nous ont demandé de choisir leur camp en refusant les dénonciations et de signaler les fortunés qu'ils allaient obliger de payer la zakat au profit des plus pauvres conformément aux enseignements de l'islam qui prône la justice sociale »,* témoigne un groupe de jeunes habitant aux environs de Banikoara.

En dehors du contexte communautaire tendu, la situation sécuritaire caractérisée par les braquages à mains armées, les enlèvements surtout des bouviers avec réclamation de rançons, les assassinats ciblés, les trafics d'armes et de stupéfiants, témoignent de la fragilité ou d'une absence de quiétude. Selon ce témoignage d'un jeune médiateur communautaire intervenant dans les communes de Gogounou et de Ségbana, *« les violences et les enlèvements ont connu une hausse globalement ces dernières années dans la région. La commune de Ségbana figure parmi les villes du Bénin ayant connu le plus d'enlèvements d'individus au cours de ces dernières années ».*

## Entre conflictualités locales et dynamiques transfrontalières

La position géographique de l'Alibori par rapport aux pays du Sahel fortement touchés par la crise sécuritaire, fait de ce département un couloir de passage des éléments des groupes armés terroristes qui transitent par le Bénin pour accéder au Burkina Faso et au Niger en raison de la porosité des frontières. D'ailleurs, il existe dans le département, à l'intérieur du Parc W, un point de jonction entre les trois pays constituant une sorte de carrefour entre le Bénin, le Burkina Faso et le Niger appelé point triple. Ce carrefour traduit toute la difficulté d'assurer la sécurité dans un continuum socioculturel liant les trois pays. Ces différents aspects ont, souvent, été exploités par les éléments des groupes armés terroristes pour accroître leur effectif en tissant des liens avec les communautés riveraines du Parc.

En effet, bien que la couche juvénile constitue la plus grande composante démographique du département, celle-ci se retrouve *« marginalisée et écartée de tout projet de développement »*, déplore une jeune institutrice de Kandi. Le nombre de jeunes sans emploi, d'analphabètes, de *« stigmatisés et de marginalisés ne fait que s'accroître »*, alerte-t-elle. Presque tous ont le même refrain : *« nous avons fini les études, sans aucune politique d'insertion ni projet d'avenir ».*

Cependant, les différents atouts naturels dont dispose le département et qui devraient être favorables à l'auto-emploi pour les jeunes, ont été *“confisqués”* et *« placés sous tutelle d'un privé »*. Il s'agit de la privatisation de la gestion du Parc W.

À la suite de cette privatisation, de nombreuses communautés qui tiraient leurs subsistances économiques de cet environnement, se sont retrouvées dépossédées et lésées. *« Il existait des villages entiers qui vivaient des retombées économiques du Parc, mais aujourd'hui avec la situation, ils sont envahis par la misère. Depuis la privatisation du Parc, ils ont été interdits d'exercer leurs activités et renvoyer des lieux »*, informe un jeune du village d'Alfakoara dans la commune de Kandi.

Devant l'impossibilité de poursuivre les activités pastorales, agricoles ou halieutiques, les victimes *« très mécontentes »* vont se lancer à la quête d'autres opportunités économiques afin de subvenir à leurs besoins. Ainsi, comme en témoignent les jeunes ayant pris part au focus group de Kandi, les éléments des groupes armés profitant de cette situation, ont mis en place une stratégie qui consiste à recruter des *« jeunes désœuvrés mettant à leur disposition de l'argent et des motos (souvent de la marque Bajaj) pour le ravitaillement en carburant et en vivre agro-alimentaire. Cette activité de ravitailleur a employé des centaines de jeunes à travers le département de*

*l'Alibori »*, témoigne une source à Malanville. Outre le Parc, un autre facteur exogène s'ajoute à la liste.

### **Un département « victime » de la crise nigéro-béninoise ?**

Depuis le coup d'État du 26 juillet 2023 au Niger, entraînant la fermeture des frontières entre le Bénin et le Niger suite aux sanctions de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le refus des nouvelles autorités nigériennes de rouvrir leurs frontières avec le Bénin pour raisons sécuritaires, les activités économiques de la région tournent au ralenti. Des milliers de personnes qui tiraient des revenus des activités de transactions sur le corridor se sont retrouvés au chômage.

De Kandi à Malanville, commerçants et transporteurs subissent de plein fouet les conséquences de cette fermeture de frontières : *« La situation qui prévaut dans le département depuis plus de huit mois avec la fermeture des frontières entre le Bénin et le Niger n'est du tout pas reluisante. Plus aucune activité économique ne marche. C'est la pauvreté ambiante. Son impact sur la sécurité dans ce cas est indéniable. Les gens ont faim et pendant ce temps, la crise entre les deux pays s'éternise. Les deux pays se sont lancés dans un bras de fer incompréhensible. Et ce n'est pas seulement les jeunes qui sont susceptibles de rejoindre les éléments, même les personnes âgées et les femmes car tout le monde en a*

*marre* », déplore un jeune homme rencontré à Malanville.

### **Conflits domaniaux et détérioration des rapports intercommunautaires**

Hormis le facteur économique, l'un des facteurs-clés de la radicalisation dans l'Alibori est surtout lié aux conflits domaniaux. L'Alibori *« depuis la nuit des temps a toujours été considérée comme le théâtre des affrontements entre les communautés peulhs (éleveurs) et les autres communautés qui peuplent la région »*, témoigne ce jeune de Kandi. En moyenne, d'après un agent municipal, *« une centaine de cas de conflits entre agriculteurs et éleveurs sont enregistrés à travers le département chaque année avec à la clé des morts, des blessés et des dommages agricoles »*.

Les tensions sont toujours vives entre les communautés opposées par des différends liés à la terre. En dehors des conflits entre agriculteurs et éleveurs, l'adoption de la loi n° 2017-15 du 10 août 2017 modifiant et complétant la loi n° 2013-01 du 14 août 2013 sur le code foncier et domanial au Bénin, semble avoir indirectement fragilisé davantage la cohésion sociale. Cette nouvelle loi exige aux propriétaires terriens de disposer du titre foncier pour bénéficier du plein droit de possession (Art. 112).

En effet, plusieurs acteurs ruraux exploitaient, depuis des générations, les terres sans disposer d'aucun document officiel ou de titre d'exploitation. *« L'officialisation des*

*terres à conduit à expropriation domaniale »*, explique ce jeune paysan.

Les victimes, notamment dans la communauté peulh, vont être de plus en plus nombreux. Plusieurs parmi eux occupaient des domaines jadis exploités par les agriculteurs et parfois laissés en jachère. Il en découle des injustices parfois même issues des décisions judiciaires. Dans la gestion des crises communautaires, on dénonce de nombreuses frustrations détériorant, ainsi, le climat social surtout dans l'arbitrage des affaires domaniales.

Selon un jeune bouvier peul, *« cette affaire d'officialisation des terres est rapidement devenue un règlement de compte avec pour objectif de renvoyer les peulhs de la localité. Sinon comment comprendre que quelqu'un qui réside sur un domaine des années durant soit renvoyé comme un mal propre alors qu'il a bâti son habitat sur le domaine et même, ses enfants et petits-fils y sont nés »*.

À l'instar de ce bouvier, de nombreuses autres personnes, notamment de la communauté peulh ont été déguerpiées de leur camps ou de leurs hameaux par des pseudos propriétaires terriens et des fois appuyés des décisions judiciaires. *« On note à cet effet, l'accroissement de la haine communautaire, la xénophobie et l'intolérance »*, témoigne cet habitant de Karimama. Les communautés jadis alliées sont

devenues des communautés ennemies.

### **Arrestations ciblées et arbitraires : Une stigmatisation grandissante des Peulhs ?**

Dès les premières attaques sur le territoire béninois les interpellations dans le rang de la communauté peulh suite aux « *fausses accusations* », ont exacerbé les tensions entre les communautés, accélérant davantage la radicalisation chez certains jeunes.

*« Plusieurs personnes de la communauté peulh ont été arrêtées et envoyées à la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (CRIET) sous la base de simples soupçons parfois même animés par des antécédents ou des différends personnels »,* déplore ce jeune de Goumori.

Une dame peulh d'un village non loin de Karimama témoigne : *« trop de personnes dans notre communauté ont été arrêtées. Certains en raison de leur style vestimentaire, d'autres en raison de leur activité. C'était devenu très compliqué pour nous. Il n'y avait aucun mot pour définir cela, il s'agissait d'un ciblage motivé par les mensonges de nos ennemies ».*

Un autre paysan de la localité ajoute : *« les gens ont été dénoncés ou accusés d'appartenir à un groupe terroriste. Une fois interpellés et envoyés à la CRIET (cour de répression des infractions économiques et terroristes, ndlr), ceux qui les avaient dénoncés se sont accaparés de leurs terres cultivables.*

*Vous convenez avec moi que pour arracher le bien de quelqu'un il suffit de l'accuser, il est interpellé et le bien vous revient. C'est la société dans laquelle nous vivons aujourd'hui ».*

*« La haine des communautés, les unes envers les autres n'a pas de limites et tous les coups semblent être permis »,* déplore un jeune de l'Arrondissement de Somprékou.

### **L'Alibori, cible des prêcheurs et des organisations étrangères ?**

C'est dans cette « *sphère lugubre* » que le département de l'Alibori, partageant les frontières avec des pays de la sous-région affectés par le terrorisme, sera confrontée à de nombreux problèmes sécuritaires. *« L'Alibori sera, très tôt, impacté dans un premier temps par l'arrivée massive et régulière des combattants djihadistes sur son sol qui se servent de ses forêts comme des lieux de replis stratégiques et dans un second temps, profitent des divisions pour proliférer des idéaux du Islam radical »,* explique cette jeune institutrice de Kandi. *« La région est d'ailleurs fortement islamisée et caractérisée par des tensions religieuses, la question de l'instrumentalisation de l'Islam pour des fins personnelles apparaît comme une évidence. Ceci se traduit à travers la construction d'une multitude de mosquées à travers la région, des prêches virulents et la propagande »* ajoute-t-elle en déplorant la « *négligence de ce problème* ».

Pour ce jeune chercheur parcourant la région, *« De Kandi, Ségbana, Malanville à Karimama sans oublier Banikoara, la situation religieuse reste la même et fortement influencée par les pays arabiques. Les interprétations très rigoristes ou catégoriques d'un Islam prônées par ces mouvements séduisent certains jeunes laissés pour compte par la société, au chômage qui sont à la quête d'une image dans la société<sup>5</sup> ».*

La circulation des prêcheurs de même que l'activité des organisations islamiques dont on dit être soutenues par des pays du Golfe ou des ONG, semble attirer l'attention des responsables religieux craignant une aggravation des tensions entre les composantes de la communauté musulmane dans l'Alibori : *« Au début, on les croise de village en village, d'hameau en hameau, une dizaine en train de faire des prêches sous prétexte d'appeler l'Islam. Mais en réalité c'était des campagnes de mobilisations. Le temps qu'on ne s'en rende compte c'était déjà trop tard »*, rapporte un leader religieux soufi de la commune de Kandi.

Dans cette région faisant face à ces différents problèmes qui constituent des facteurs potentiels de radicalisation et d'extrémisme violent, *« la réponse à la question de l'avenir des jeunes reste toujours incertaine. Les seules opportunités claires qui s'offrent à eux est la collaboration*

*avec les éléments des forces du mal »*, alerte ce jeune de Gomparou.

*« Malgré les arrestations des forces et défense et de sécurité, les jeunes continuent par affluer vers ces éléments »*, insiste-t-il en précisant que *« l'attractivité des jeunes pour ce phénomène est la résultante des échecs des mesures sociales ou des politiques de développement depuis des années »*. Pour lui, les groupes extrémistes violents adoptent une stratégie consistant à se présenter comme une alternative et *« de donner aux jeunes la possibilité, dans un premier temps, de satisfaire leur besoin et dans un second temps d'affirmer leur indépendance vis-à-vis du système »*.

## **Conclusion sur le cas de l'Alibori**

De par sa position géographique, l'Alibori renferme l'une des principales clés, pour comprendre la situation sécuritaire dans le Bénin septentrional. D'abord, l'Alibori est marqué par son caractère frontalier au Niger en plus du point de jonction – avec le Burkina Faso et le Niger – qu'abrite le parc national du W. Ensuite, la présence des groupes extrémistes violent y est désormais fortement signalée par les témoignages et se manifeste par des attaques récurrentes. En témoignent par exemple, les attaques déjà enregistrées dans les communes de Kandi et Karimama. *« Les djihadistes saisissent les téléphones des*

---

<sup>5</sup> Anonymat préservé à la demande de l'intéressé

*habitants, pour supprimer les vidéos qu'ils considèrent comme haram* », s'alarme pour sa part une activiste communautaire de Karimama lors des focus groupes. De même, un étudiant de Banikoara assure que « *les djihadistes font le tour de certains villages pour exposer leurs idées politiques et religieuses aux populations* ». Enfin, une dynamique qui a tendance à être minimisée : le paramètre communautaire accentué par quelques velléités inter-religieuses au sein de la communauté musulmane. Si les tensions communautaires entre agriculteurs et éleveurs - qui vont parfois jusqu'à la stigmatisation identitaire - sont effectivement antérieures à la

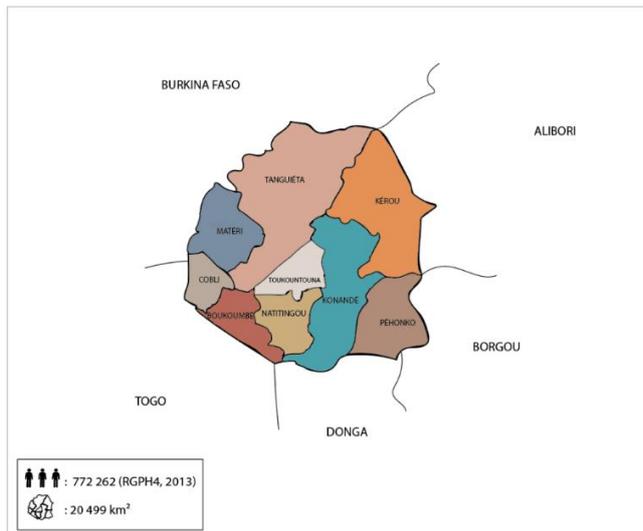
gangrène djihadiste venue du Sahel, il va sans dire que celle-ci peut trouver, dans ce département, un terreau plus que favorable.

Ces dissensions ne sont plus seulement d'ordre socio-économique (l'accès à la terre et le foncier), mais tendant à désormais recouvrir des oripeaux religieux. De plus, la brouille diplomatique entre le Bénin et le Niger qui a conduit à la fermeture de leur frontière commune, est venue aggraver une situation socio-économique déjà fragile, en particulier pour une jeunesse désœuvrée et qui, comme en attestent les témoignages, alerte sur sa situation.

## L'Atacora, entre vulnérabilités et débordement de l'insécurité

### Vers un nouvel épicode côtier au Nord du Bénin ?

## ATACORA



Le département de l'Atacora d'une superficie de 20 499 km<sup>2</sup>, pour une population de 772 262 habitants (7,7% de la population nationale) est situé au Nord-Ouest du Bénin. Il est limité au Nord par le Burkina-Faso et le département de l'Alibori, à l'Ouest par le Togo, à l'Est par le département du Borgou et celui de l'Alibori au sud par le département de la Donga.

L'Atacora compte neuf (09) communes que sont Boukoumbé, Coby, Kérou, Kouandé, Pehunco, Matéri, Natitingou, Tanguiéta.

Toucountouna et regroupe 384 villages. Natitingou est le chef-lieu du département.

L'Atacora est majoritairement peuplé de groupes ethnico-culturels comme les Otamari (59%), les Bariba (19%) et les Peulh (12%). Les pratiques religieuses sont dominées par l'Islam suivi du catholicisme et des autres religions traditionnelles. Concernant les infrastructures sociocommunitaires, la couverture sanitaire est mitigée. On dénombre pour les 384 villages du département une vingtaine de dispensaire et de maternité. Le département dispose également de plus d'une quarantaine de complexe de santé d'arrondissement.

Pour ce qui est de l'accès à l'eau potable, plus de la moitié des villages, *quartiers et villes de l'Atacora* dispose d'au moins d'adduction ou de forages publics. Dans le domaine éducatif, en 2013, le taux de scolarisation est inférieur à celui du niveau national de 13 points soit 65%. Considéré comme le grenier du Bénin en sorgho et en riz, l'agriculture constitue la principale activité de rente des populations de l'Atacora (74% de la population).

Outre l'agriculture, le commerce occupe également 16% des activités économiques du département. L'Atacora dispose d'une panoplie de sites touristiques qui attirent des milliers de touristes chaque année.

Le panorama et l'habitat (Tata somba, village Tanéka, site

panoramique de Koussoucoingou), le paysage montagneux (grotte sacrée des Tanéka, pleine de Boukoumbé, les cascades de Tanougou et de Kota) et les zones cynégétiques de Porga et de l'Atacora, le parc Pendjari, offrent de pittoresques tableaux aux touristes. Cependant, depuis 2019, le département de l'Atacora connaît une incursion des éléments des

groupes terroristes sur son territoire. De nombreuses attaques contre les positions des forces de défense et de sécurité, des enlèvements de civils et des vols de bétail ont été enregistrés. Malgré les dispositions prises par les autorités béninoises, la situation sécuritaire dans le département reste critique.

## Une communautarisation poussée des conflictualités

La diversité communautaire dans le département de l'Atacora est l'une des principales caractéristiques de ce département du Nord du Bénin. Si d'aucuns considèrent cette diversité comme un facteur de cohésion et une chance pour le dialogue, d'autres y voient des causes de conflits affectant la cohésion et l'entente entre les différents segments de la société.

L'Atacora est majoritairement peuplé de communautés Wama, Otamari, Natimba, Groumatché, les Dendi, des Bariba et les Peulhs. La cohabitation entre ces communautés s'avère délicate et toujours marquée par certains remous sociaux. Ce fait n'est pas uniquement constaté en milieu rural où les conflits se nourrissent des velléités se nourrissent des conflits fonciers.

Natitingou, pourtant localité urbaine chef-lieu du département est décrit par ce jeune comme « *le théâtre manifeste de l'expression de la haine communautaire entre les Wama et les Otamari* ». Tout comme ces deux communautés, d'autres sont aussi opposées par des questions de « *complexe de supériorité ou*

*d'infériorité et connaissent des affrontements récurrents* ». Dans la perception des jeunes qui déplorent le « *déficit de citoyenneté égalitaire* », même les affaires politico-administratives sont gérées en fonction des appartenances ethniques.

« *Les différentes communautés de l'Atacora sont très divisées, chacun se réclame leader de la zone, ce qui entraîne des mésententes sur des sujets d'appartenance territoriales* », relève un jeune de Natitingou.

De cette situation sociale découleraient, selon les jeunes, le népotisme, la corruption, la marginalisation, la pauvreté et le chômage, comme un ensemble de « *tares* » déplorés lors des focus groups.

## Vulnérabilités socioéconomiques et inconséquences de la gestion des espaces

En plus de ces facteurs qui concourent à la multiplication des conflits, les jeunes disent avoir en partage des

problèmes socio-économiques et socio-politiques. Les inégalités sociales s'accroissent selon eux. *« Le taux de chômage étant trop élevé, les jeunes qui jadis étaient dans des centres urbains retournent en milieu rural »*, y cherchant des formes de solidarité faisant défaut à la culture citadine.

En même temps que s'accroissent les inégalités et le « sentiment d'abandon » que déplore ce jeune étudiant, certaines mesures prises par l'autorité dans le cadre de la gouvernance foncière, semblent aggraver la vulnérabilité socioéconomique des jeunes : *« Dans l'impasse et dans la virulence des conflits entre agriculteurs et éleveurs, des conflits domaniaux et l'interdiction de cultiver dans des espaces délimités comme réserve forestière, le rêve des jeunes de se lancer dans l'auto-emploi agricole ou pastorale s'avère irréalisable »*, déplore un jeune paysan de Tanguiéta.

Selon un autre étudiant originaire de Matéri, *« Ici, la fin des études est synonyme de la fin de tous les rêves, puisqu'après les études, il n'existe aucune suite favorable. Les quelques postes qui existent sont déjà réservés pour les proches parents ou aux plus offrants »*.

À Tanguiéta en 2020, l'arrivée de l'ONG African Parks aurait entraîné la dépossession de plusieurs paysans de leurs terres cultivables. Les limites du Parc ont été reconsidérées et des dispositions réglementaires non

concertées adoptées pour restreindre les activités agricoles dans les environs. En conséquence, les agriculteurs sont obligés de se déplacer ou de réduire les superficies des champs. *« Outre les paysans, les chasseurs traditionnels, les pêcheurs et les éleveurs ont précipitamment été envoyés au chômage »*, témoigne ce jeune de Matéri, déplorant une *« gestion non concertée des espaces naturels »*.

Il faut rappeler qu'avant ces interdictions, beaucoup d'habitants de la zone développaient des activités économiques qui étaient leur seule source de revenus. La décision de les empêcher de poursuivre leurs activités avait même entraîné des affrontements entre les jeunes des villages environnants et les forces de défense et de sécurité.

Selon les jeunes ayant pris part à un focus groupe de Tanguiéta, il est inadmissible que toutes les activités liées au Parc soient interdites aux populations locales.

*« Depuis le renforcement de la sécurité du Parc par l'ONG African Parks, les conflits entre éleveurs et agriculteurs ont considérablement augmenté. Car les deux sont désormais obligés d'exploiter le peu de végétation qui reste. En plus, dans sa délimitation, African Parks n'a pas tenu compte des habitations environnantes. Beaucoup d'habitats ont été déguerpis. Les victimes se sentent pour la plupart lésées dans la gestion du Parc qui se voulait pourtant associative »*, fait savoir un

ancien paysan de Boukoubé reconverti dans le petit commerce transfrontalier.

### **Des incompréhensions à l'instrumentalisation des frustrations**

En plus de la détérioration de la situation socioéconomique des villageois suite à l'installation de l'ONG African Parks, l'adoption du nouveau code foncier et domanial au Bénin semble avoir ravivé les tensions intercommunautaires. Et comme dans la plupart des départements du septentrion, la communauté qui s'est sentie davantage lésée est la communauté peulh.

D'après les témoignages recueillis auprès de jeunes villageois riverains du Parc, *« plusieurs des membres de la communauté Peulh se sont retrouvés sans domaines exploitables et même les portions de terre sur lesquelles sont érigés leurs campements sont menacées de déguerpissement »*.

De la commune de Matéri à Natitingou en passant par Tangieta, Toucountouna, Cobly, Boukoubé ou encore, Kouandé ou Kérou, « des milliers de peulh ont été sommés de quitter les lieux », d'après des jeunes de la région actifs dans des comités de médiation. Cette situation a créé et continue d'accélérer un véritable bouleversement dans cette communauté se sentant de plus en plus stigmatisée. *« D'innombrables affaires domaniales sont encore pendantes devant la justice »*, affirme

un jeune habitant Natitingou dont les parents proches ont été expropriés.

Selon lui, *« ces différentes situations vont être des sources de frustrations au sein des communautés et des arguments convaincants pour les groupes extrémistes qui se proposent comme solution alternative pour lutter contre la situation »*.

Lors des entretiens avec les jeunes issues de zones limitrophes du Parc, il a été plusieurs fois rapporté le cas de *« personnes qui ont été approchés par ces éléments des groupes extrémistes pour proposer leur assistance pour la récupération des terres »*.

Car selon eux, *« la terre appartient à Dieu »*. L'irruption de l'argumentaire religieux dans l'explication des conflits locaux pourrait être le signe d'une interférence ou, du moins, un indicateur de l'irruption des acteurs religieux proches des groupes extrémistes dans un champ d'interaction plus que conflictuel et propice à l'instrumentalisations des griefs et des frustrations.

### **Quand les groupes extrémistes s'improvisent protecteurs des communautés**

Un jeune issu de la communauté peulh habitant la commune de Matéri témoigne dans ce sens : *« C'était en fin d'année 2022 quand ils sont venus dans notre hameau, ils nous ont demandé de leur faire confiance, personne ne pourra nous renvoyer de notre terre et que s'ils insistent, ils vont tous les tuer. Ils se prenaient pour les*

*défenseurs de la communauté peulh* ». Un autre jeune renchérit : « *des djihadistes m'ont abordé et demandé de rejoindre leurs rangs car ma communauté (peulh) est trop marginalisée et victime d'injustice. Ils m'ont dit qu'il est préférable que j'aille au paradis dans le cadre de la guerre sainte, que de mourir dans les mains des forces de l'ordre* ».

De plus, dans le cadre de la lutte contre les groupes extrémistes violents, des centaines de personnes ont aussi été interpellées dont pour la plupart « *sur la base de simples soupçons ou des dénonciations motivées par la haine intercommunautaire* », dénonce une jeune fille de la commune de Kouandé. De nombreux cas similaires ont été recensés par plusieurs associations de défense de la communauté peulh notamment Sudu Pulaku, Darjaa Pulaku, Sudu Baba, plus particulièrement, dans les communes de Matéri, Dassari, Porga, Tanguiéta et autres. « *Cette situation a beaucoup pesé dans la balance de décision de nombreux jeunes de cette communauté à rejoindre le camp ennemis* », déplore ce jeune médiateur communautaire.

Pour cette femme Peulh active dans la prévention des conflits, « *Vu que certaines personnes de la communauté peulh sont persécutées par les forces de l'ordre, ils disent préférer s'engager auprès des djihadistes. Là-bas, ils se sentiraient plus en sécurité* ». On retrouve, dans ce cas précis, une typologie de

facteurs attractifs dans lesquels se mêlent les sentiments d'insécurité et de désir de protection. C'est, souvent, dans de telles situations que les forces de sécurité et de défense deviennent « *une partie du problème qu'elles cherchaient à résoudre* » comme témoigne cette enseignante de Kérou. Pour elle, les arrestations arbitraires ou ciblées se multiplient après chaque attaque derrière laquelle, « *on tente toujours de voir la main des Peulhs* ».

### **L'Atacora : simple zone de passage des combattants ou terreau de recrutement ?**

Limitrophe du Togo à l'Ouest et du Burkina Faso au Nord, l'Atacora est un carrefour vu comme « *un véritable couloir de passage des éléments des groupes armés terroristes qui transitent d'un pays à un autre sans être pour autant inquiétés* », souligne ce jeune de Matéri. Une autre habitante de Tanguiéta ajoute : « *Ils empruntent les pistes rurales ou les routes de contournement afin d'éviter la position des éléments des forces de sécurité et de défense béninoise* ».

Depuis 2022, il semblerait même que les habitants du département deviennent de plus en plus habitués au passage et à la présence des éléments des groupes armés désignés sous l'appellation locale de « gens de la brousse ». Pour ce paysan d'un village frontalier du Togo où il se rend pour ses activités agricoles, « *leurs différents mouvements sont quotidiennement signalés par des*

*agriculteurs béninois qui les côtoient régulièrement »*

Cette circulation des éléments des groupes extrémistes violents s'inscrivant dans le quotidien des communautés dans des zones où les frontières ne sont que théoriques, instaure, de fait, une familiarisation et un contact permanent alors que les forces de sécurité semblent, progressivement, perdre la bataille du renseignement. Les populations frontalières étant en même temps stigmatisées, semblent établir plus de relation de confiance avec les éléments des groupes extrémistes. *« Ces différences contacts impactent le mode de vie des jeunes qui voient en ces éléments des opportunités de réaliser leurs rêves ou tout au moins de s'affranchir de la morosité économique »,* assume ce jeune ayant noté des contacts entre les groupes extrémistes et certains « camarades ».

Une telle situation est devenue préoccupante dans des zones comme Porga, dans la commune de Dassari non loin de la frontière burkinabé. *« Plusieurs personnes résidentes dans les villages situés tout au long de la frontière et même à l'intérieur du pays comme Matéri centre, Porga ou encore Boukoumbé échangent économiquement avec ces éléments. Ils disposent à leur service des personnes qui leurs fournissent tout le nécessaire dont ils ont besoin ; et la plupart de leur collaborateur sont des jeunes »,* fait savoir un habitant du département.

## **Une approche sécuritaire et criminologique déconnectée des réalités locales ?**

Parmi les éléments les plus frappants dans l'analyse de la situation dans l'Atacora, figure le contraste entre la profonde connaissance locale des dynamiques des groupes extrémistes violents et l'approche à dominante sécuritaire à laquelle font défaut l'appropriation (ownership) des autochtones ou encore leur adhésion. La répression que certains jeunes décrivent comme « ciblée » semblerait même devenir un des plus tenaces facteurs incitatifs instrumentalisés par les groupes extrémistes à des fins de recrutement.

*L'approche criminologique aurait eu comme effet une orientation des autorités nationales vers la répression avec l'effet de déconnecter les politiques nationales des préoccupations et perceptions locales. Elle semble avoir détourné le regard des causes profondes et concentrer les efforts sur le traitement symptomatique alors que la situation s'aggrave au point d'aboutir à un cercle vicieux victimisation-persécution-recherche de protection et engagement dans les groupes extrémistes.*

Lors d'un focus groupe sur la situation de l'Atacora et, plus spécifiquement, sur le mode opératoire et les techniques de recrutement des groupes extrémistes, les acteurs locaux ont fait montre d'une fine connaissance des stratégies des

recruteurs et des modes d'engagement des jeunes comme en témoigne cette description minutieuse des procédés adoptés :

*« Les éléments des groupes armés terroristes dans leur dynamique ont besoin de trois catégories de personnes ou de collaborateurs. Une première catégorie chargée du renseignement, une seconde chargée du ravitaillement et une troisième chargée du terrain (le soldat). Les deux premières catégories sont celles pour lesquelles postulent la plupart des jeunes de l'Atacora. Leur tâche est de fournir des informations sur tout ce qui se dit autour de la situation sécuritaire et du mouvement des éléments des forces armées et aussi de fournir du carburant et des vivres. La dernière catégorie toutefois ne manque pas de candidats car c'est le niveau le mieux payé ».*

L'analyse d'une telle assertion ne pourrait être confinée dans la seule dimension criminologique mettant en avant les trafics ou autres activités dites illicites.

Le témoignage met à nu l'instrumentalisation des vulnérabilités socioéconomiques mais aussi la perte de la bataille du renseignement de la part des forces de sécurité auxquelles les populations font moins confiance ; ce qui renvoie également à la gestion des rapports entre l'État dont elles sont les premières interfaces et les populations locales opérant des choix « rationnels » entre l'adhésion aux politiques de répression, les incitations

financières et l'offre de protection de la part des groupes extrémistes violents.

### **L'idéologique et le religieux : facteurs « refoulés » ou ignorés des approches criminologiques ?**

*« Un autre facteur d'attractivité des jeunes dans les giron des groupes extrémistes reste le facteur religieux. Les différents courants religieux qui s'affrontent dans le département avec surtout des interférences et des assistances extérieures accélèrent le processus de radicalisation »,* témoigne ce jeune journaliste ayant pris part aux focus groupes dans l'Atacora.

D'autres témoignages de jeunes de Kouandé et de Kérou insistent sur la dimension idéologique pointent : *« Des menaces, des prêches ciblés, de la propagande ou des agressions, l'intolérance religieuse entre musulmans Sunnite, Tidjaniya est à son haut niveau. On assiste désormais à l'émancipation de l'esprit sectaire. Il n'est pas rare dans la commune de Kouandé de recevoir dans un village des messages interdisant aux fidèles d'aller prier dans telle ou telle mosquée sous peine de mort »*

En fait, cette partie du Nord du Bénin, à l'instar de la Donga est, aussi, en train de sentir les effets de la concurrence ou du choc des modèles religieux au sein de l'islam et qui sont instrumentalisés en aggravant les

fractures déjà béantes au niveau communautaire : *« En octobre 2022, dans un village de Kouandé, un message interdisant à des fidèles de venir prier dans une mosquée sous peine d'attaque a été affiché. Bien que les prières se poursuivent dans cette mosquée, cette action traduit le niveau de radicalisation de l'auteur de cette lettre et démontre ces intentions ».*

Des faits similaires sont aussi signalés en milieu urbain avec plus de prégnance des facteurs de vellétés et des rivalités autour de la représentativité et du leadership religieux : *« À Natitingou, déjà en 2016, une crise religieuse éclatait au sein de la communauté musulmane suite à un conflit autour de la désignation du successeur de l'Imam de la mosquée central après la mort de ce dernier. Deux prétendus imams se sont livrés à un bras de fer sans merci »,* détaille un jeune de la ville assez introduit dans les milieux religieux.

De tels phénomènes ne sont pas de l'ordre de l'anecdotique, car illustrant l'enjeu sociopolitique du contrôle du leadership religieux devenu plus complexe avec l'ingérence de certains pays et d'organisations qui leur sont proches dans la gestion du culte au point de poser de réels problèmes de gouvernance du religieux dans un pays où la pratique de l'islam semble encore des plus pacifiques.

C'est surtout les effets et les retentissements sociopolitiques que de tels faits peuvent avoir qui

deviennent des facteurs de polarisation ou de cristallisation d'une radicalité. D'ailleurs, un autre témoignage recueilli sur cet incident illustre cette forte cristallisation aboutissant à des tensions ravivant les vellétés au sein d'une communauté traversée par d'innombrables contradictions : *« Cette crise, en raison des débordements et des troubles à l'ordre public qu'elle engendrait a obligé les autorités politico-administratives à interdire l'accès de cette principale mosquée avec un déploiement significative des forces de défense et de sécurité. A la résolution de cette crise, deux camps sont nés et les tensions restent actives entre eux jusqu'à ce jour ».*

Selon le témoignage d'un autre fidèle fréquentant la mosquée, la situation reste toujours tendue : *« à chaque fois que l'occasion se présente, les deux camps sont prêts à en découdre et tout le monde est sur le qui-vive ».*

### **« Les gens de la brousse approchent les jeunes » : prémisses d'un processus d'endoctrinement ?**

*« Dans les villages et hameaux, il existe de nombreuses cellules de concentration où des nouveaux éléments subissent le lavage de cerveau »,* Témoigne un jeune paysan de Dassari. Dans ces témoignages de la part de jeunes de Matéri ou de Tanguiéta, le lien est souvent fait entre cette « connexion » entre les éléments des groupes extrémistes et les jeunes

de même que l'effet de la transfrontalité sur ces interactions : *« Ces cellules se trouvent dans les villages environnant le Parc Pendjari ou du côté du parc du Burkina Faso »* indique un jeune de la localité. Il ajoute : *« lorsqu'un jeune va dans ces camps, à son retour, son comportement, sa conception des choses et son caractère changent. Tout son esprit est tourné vers l'au-delà et son objectif est de mourir en martyr ».*

### **Conclusion sur le cas de l'Atacora**

La vulnérabilité caractéristique du département de l'Atacora, tant du point de vue des vellétés intercommunautaires, que des frustrations socioéconomiques, mérite davantage de vigilance relativement à la lutte anti-terroriste qui devrait mitiger les approches sécuritaires.

L'on note que la question communautaire est consécutive de difficultés diverses, allant d'un traitement jugé inégalitaire selon l'appartenance ethnique, aux discriminations relatives à la question de l'emploi, en passant par la stigmatisation de certaines communautés suspectées d'être de connivence avec les groupes extrémistes violents.

Ce climat de suspicion conjugué à la gestion critique de la question foncière, de même que celle des espaces naturels ayant impacté moult corps de métiers, est loin de

concourir à une lutte efficiente contre l'extrémisme violent. Convient-il de noter que la situation géographique de ce département, frontalier du Togo et du Burkina Faso, en fait une zone qui servirait de transit, voire de développement de couveuses locales. L'un des principaux risques est la sympathie qui peut naître de cette familiarité quant à la présence d'éléments terroristes, se présentant parfois comme protecteurs d'une frange de la population s'estimant victime d'une certaine injustice que l'autorité sur place n'est pas en mesure de réparer.

De toute manière, il faudra aller vers une approche mixte avec, certes, la gestion des impératifs sécuritaires mais aussi le renforcement de la résilience en donnant aux communautés locales toute leur place. La criminalité, souvent mise en avant, semble ne pas être la racine du mal, mais un de ses symptômes invitant à traiter, d'une part, les vellétés intercommunautaires et, de l'autre les vulnérabilités socioéconomiques des jeunes en quête d'opportunités et d'insertion.

La situation dans cette partie septentrionale du Bénin est plus qu'une préoccupation nationale. Elle pourrait être porteuse d'un risque régional de l'émergence d'un nouvel épice centre côtier.

### **Des réponses nationales inadaptées ou mal comprises ?**

De 2021 à avril 2023, le Bénin dresse un bilan d'au moins d'une vingtaine

d'attaques terroristes sur son territoire notamment dans la partie septentrionale. En janvier 2024, le gouvernement faisait état d'un bilan total de 43 civils et 27 militaires tués<sup>6</sup>. Attaques contre des positions des forces de sécurité et de défense, implantation d'engin explosif dissimulé, enlèvement d'individus ou sabotage d'infrastructures publiques sont quelques-uns de ces actes.

Pour faire face à cette menace terroriste, les autorités béninoises ont adopté un certain nombre de mesures<sup>7</sup>. Pendant que la société civile s'attelle avec quelques projets de développement et des sensibilisations, les autorités étatiques ont opté plus pour une option à dominante sécuritaire.

Ainsi, au lendemain de la première attaque terroriste officielle enregistrée sur le territoire, le gouvernement béninois avait pris des mesures pour contrer les groupes armés terroristes présents sur son territoire.

L'une de ces mesures est le déploiement massif des forces armées béninoises (FAB) pour sécuriser le territoire et contrôler les points stratégiques. L'unité chargée de cette mission est appelée la Garde Nationale. Elle est déployée dans plusieurs localités du pays.

Depuis son déploiement, plusieurs succès sont à son actif. Les cellules

dormantes sont aussitôt détectées et neutralisées, les chaînes d'approvisionnement en carburant et en vivre des éléments des groupes armés terroristes sont également rompues. Le Bénin, à l'instar des armées de la région semble garder le réflexe de considérer toujours la menace terroriste comme exogène en adoptant une approche qui s'apparenterait plus à celle de la guerre classique et se révèle inefficace contre l'asymétrie de la stratégie des groupes terroristes.

Ainsi, malgré les succès enregistrés, le phénomène terroriste semble persister avec une menace qui s'étend depuis le Nord en créant même des espaces de transit à partir de la Donga, voire le Borgou.

Malgré les actions militaires sur le terrain, les actes terroristes continuent. Durant tous les échanges avec ces jeunes issus des trois départements du Nord, beaucoup ont insisté sur la mise en place d'une politique nationale de prévention de la radicalisation proprement dite distincte des mesures de contre-terrorisme inspirée d'une approche sécuritaire, voire criminologique d'un phénomène multiforme. « *Les autorités centrales privilégient une approche purement sécuritaire. La création du Haut-Commissariat à la Sédentarisation des Éleveurs montre de manière palpable que pour l'État, il*

---

<sup>6</sup> Voir [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/01/25/benin-le-gouvernement-intensifie-sa-lutte-contre-le-terrorisme-dans-le-nord-du-pays\\_6212989\\_3212.html#:~:text=Depuis%20les%20premi%C3%A8res%20attaques%20en,civils%20et%20](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/01/25/benin-le-gouvernement-intensifie-sa-lutte-contre-le-terrorisme-dans-le-nord-du-pays_6212989_3212.html#:~:text=Depuis%20les%20premi%C3%A8res%20attaques%20en,civils%20et%20)

[27%20militaires%20tu%C3%A9s](#). (Consulté le 23 août 2024)

<sup>7</sup> L'analyse des réponses de l'État et de la perception qu'en ont les jeunes fera l'objet d'une prochaine publication du Timbuktu Institute.

s'agit uniquement de lutter militairement contre la menace. Sa logique occulte l'approche préventive et prospective, qui pourtant doit être complémentaire de l'approche sécuritaire », déplore cet expert travaillant étroitement avec des structures de jeunes dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora.

Pour lui, « *il ne faut pas se voiler la face sur les dynamiques ethnoculturelles en présence. Il ne faudrait pas que l'État persiste dans une stratégie qui ne fera que renforcer le ciblage ethnique avec toutes ces stigmatisations déjà à l'œuvre* », ajoute-t-il.

L'analyse des précédents facteurs ont clairement démontré que ce sont les facteurs socio-économiques et les insuffisances des politiques de développement social qui rendent nombre de jeunes perméables aux discours des groupes terroristes. Les facteurs idéologiques facilitant le recrutement et l'endoctrinement se greffent à l'ensemble de ces vulnérabilités.

Certaines initiatives importantes ont été prises à cet effet depuis le 17 février 2023. Le gouvernement béninois et ses partenaires ont procédé à Parakou au lancement officiel des activités entrant dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui au renforcement de la cohésion sociale, à la prévention de l'extrémisme violent et à la lutte contre les conflits liés à la transhumance. L'objectif de ce projet était de renforcer la résilience des

populations des départements septentrionales confrontées depuis quelques temps aux phénomènes de la radicalisation et du terrorisme.

*Le programme régional d'Appui aux pays côtiers (PRAPC – Littoral Regional Initiative de USAID-OTI) s'était aussi inscrit dans cette dynamique d'une approche communautaire de renforcement de la cohésion sociale en impliquant pleinement les jeunes et entamant un dialogue entre les communautés.* D'autres initiatives à l'instar de ce projet seraient en cours mais la prise en charge des vulnérabilités socioéconomiques avec de réelles politiques permettant aux jeunes d'accéder aux moyens de subsistance s'avère une véritable urgence.

## Conclusion

La région septentrionale du Bénin est confrontée à une situation complexe caractérisée par l'émergence de l'insurrection djihadiste née de la radicalisation et de la montée de l'extrémisme violent dans le rang des jeunes. Cependant, cette situation est la résultante des décennies de tensions intercommunautaires, des conflits fonciers, des actes de marginalisation sociale, politique et économique et des divisions religieuses qui prévalent dans la région. Ces différents facteurs ont tous eu des impacts négatifs sur les jeunes.

D'une éventualité, la radicalisation et l'extrémisme violent sont devenus pour la plupart de ces jeunes un rempart, une porte de sortie ou

encore, un idéal de vie. Cette situation a même atteint les proportions les plus inimaginables d'autant que pour la plupart de ces jeunes, rejoindre le camp des éléments des groupes armés terroristes serait une délivrance. L'analyse des différents facteurs de radicalisation entraînant les jeunes vers cette voie, a révélé un lien étroit entre leur motivation et la situation socio-économique et politique du pays. Et face à l'urgence, il urge que des solutions tangibles soient apportées pour éviter d'accroître la menace contre la paix,

la sécurité et le développement de cette région. L'enjeu majeur est l'amélioration des conditions de vie de ces jeunes. La réponse militaire que l'Etat donne à un phénomène qui tire sa source des problèmes sociaux, politiques, économiques et communautaire, semble être disproportionnée. Il est crucial de reconnaître les risques d'une dégradation accrue de la situation sécuritaire dans cette partie du Bénin et d'apporter des solutions adaptées et novatrices pour une stabilité.

## Recommandations

Conformément à la méthodologie assumée de cette étude basée essentiellement sur l'écoute des communautés et notamment, les jeunes issus des trois départements, les recommandations proposées seront, aussi, celles émanant des acteurs locaux eux-mêmes. Cette approche a été délibérément adoptée pour rompre d'avec les pré-pensés de même que la réplique de boîtes à

outils et de solutions sorties de leur contexte.

Ainsi, les jeunes Béninois des trois départements interrogés ou rencontrés avec des échanges sur le temps long afin d'éviter les biais des interviews circonscrits dans la période que prendrait une étude classique, ont formulé, prioritairement, les recommandations suivantes :

- Atténuation des vulnérabilités économiques en assurant aux populations et, plus particulièrement aux jeunes, la possibilité d'exercer des activités génératrices de revenus mais aussi de l'emploi pouvant procurer des moyens de subsistances (Donga, Alibori, Atacora)
- Impulsion d'une dynamique d'auto-emploi par une culture de l'entrepreneuriat qui renforcerait les politiques de l'emploi et les dispositifs existants (Donga, Alibori, Atacora)
- Prévention de l'extrémisme violent par la sensibilisation à travers une bonne collaboration entre les autorités locales et les structures de jeunes en donnant toute leur place aux moyens numériques de communication (Donga)

- L'organisation de dialogues communautaires impliquant les jeunes, les autorités locales, les leaders religieux et traditionnels (Donga)
- Renforcer la sécurité frontalière et l'équipement des forces de l'ordre, promouvoir la participation citoyenne de chaque citoyen, faire de sérieuses études sur la question de la radicalisation des jeunes, encourager les échanges de pratique et d'expérience (Alibori)
- Élaborer, de manière collaborative, un programme national coordonné de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, l'organisation périodique de concertations communautaires et créer un partenariat avec les communautés décentralisées (Alibori)
- Privilégier une étroite collaboration avec les autorités locales et passer par les autorités locales à l'instar du maire, des chefs d'arrondissement ou encore les délégués avant d'aller vers la population cible sur le terrain. Cela, pour mettre les populations en confiance et faciliter le bon déroulement des sessions de sensibilisation (Alibori)
- Mobiliser les jeunes et les former pour des sensibilisations sur la thématique de l'extrémisme violent, les écouter dans le cadre d'une meilleure gouvernance de l'État, combattre le chômage et l'oisiveté, éviter les arrestations arbitraires (Alibori)
- Former les forces de sécurité et les sensibiliser sur l'extrémisme violent et mettre à contribution les radios communautaires dans la sensibilisation sur l'extrémisme violent tout en encourageant les associations et organisations juvéniles locales œuvrant dans la prévention de l'extrémisme violent (Alibori)
- Promouvoir le dialogue entre communautés, lutter contre les stigmatisations promouvoir la cohabitation et la cohésion sociales, éviter les arrestations arbitraires, sensibiliser sur l'importance d'une bonne gestion des ressources, encourager les partenariats entre communautés (Alibori)
- Créer un cadre de dialogue impliquant tous les acteurs (jeunesse, facilitateurs, autorités locales, forces de l'ordre) et faciliter la tenue d'activités sportives, culturelles avec une dimension interculturelle et intercommunautaire (Alibori).
- Sensibiliser les différentes communautés à la tolérance et la culture de la paix, promouvoir et faciliter la communication entre les communautés, promouvoir le brassage intercommunautaire par les mariages, les coopératives ou groupements, éviter les discriminations et stigmatisations entre communautés (Atacora)
- Impliquer effectivement les communautés locales dans les processus de prise de décision, sédentariser les éleveurs par l'octroi de conditions nécessaires à

leur activité, délimiter les couloirs et aires de pâturage, interdire les pâturages nocturnes, revoir les limites géographiques du parc Pendjari (Atacora)

- Vulgariser en langues locales les codes foncier, domanial et pastoral et sensibiliser les groupes minoritaires aux efforts des forces de l'ordre et développer des activités de brassages intercommunautaires (Atacora).
- Organiser des sensibilisations pour améliorer le dialogue entre les forces de l'ordre et les communautés locales (Atacora)
- Créer des activités génératrices de revenus alternatives pour les riverains du parc, créer des aires de pâturage et des points d'abreuvement pour les animaux des éleveurs (Atacora).
- Sensibiliser les communautés sur les conflits domaniaux et agro-pastoraux de même que les propriétaires terriens, les leaders d'opinion ou communautaire, les forces de l'ordre, les éleveurs, les agriculteurs, chefs religieux pour un dialogue continu (Atacora)
- Créer des centres de formation pour l'insertion professionnelle des jeunes et sensibiliser, organiser des séances de dialogue entre éleveurs et agriculteurs, éviter la stigmatisation (Atacora)
- Promouvoir la cohésion sociale entre les communautés, séances régulières de sensibilisation suivies d'animations culturelles, promouvoir l'intégration des reconvertis dans la société (Atacora)
- Organiser des rencontres de sensibilisation et de partage intra et inter communautaires, organisés de façon périodique des classes d'animation inter communautaires, créer des activités de brassage intercommunautaire à l'instar du jardinage (Atacora)
- Élaborer des projets de plaidoyer à travers des associations de jeunes de chaque localité pour les transmettre et partager leurs préoccupations aux autorités compétentes, les associations pouvant tenir des séances pratiques avec les autorités locales (Atacora)
- Sensibiliser toutes les couches sociales de la population aux méfaits de l'extrémisme violent, faciliter le dialogue intercommunautaire, mettre en place des comités villageois pour le renforcement du dialogue communautaire et des sensibilisations ciblant aussi des groupements de femmes (Atacora)
- Créer un cadre de concertation entre les groupements ou associations, réaliser des plaidoyers auprès des autorités locales pour promouvoir le dialogue social, réaliser un plaidoyer auprès des autorités locales pour l'implication des

femmes dans les processus de décision, réaliser un plaidoyer auprès des autorités locales pour un dialogue social franc et inclusif (Atacora)

- Adopter une approche participative qui implique tout le monde, faire des sensibilisations de masse sur les codes pastoral et domanial, appliquer effectivement la législation en vigueur, implanter des écoles dans les milieux peuls, organiser des visites d'échange pour vulgariser le concept de sédentarisation aux éleveurs (Donga, Alibori, Atacora)
- Effectuer des interventions directes dans les communautés avec des associations locales, mener des plaidoyers pour la prise en compte des questions de l'agropastoralisme dans les plans de développement communaux, créer des partenariats entre les associations d'éleveurs et d'agriculteurs (Donga, Alibori, Atacora)

## Sources des données humaines et socioéconomiques sur les départements

### Synthèse des principaux résultats du RGPH-4de l'ALIBORI

[https://instad.bj/images/docs/insae-statistiques/enquetes-recensements/RGPH/1.RGPH\\_4/Synth%C3%A8se-des-principaux-r%C3%A9sultats-du-RGPH-4/Plaquette-Alibori-final.pdf](https://instad.bj/images/docs/insae-statistiques/enquetes-recensements/RGPH/1.RGPH_4/Synth%C3%A8se-des-principaux-r%C3%A9sultats-du-RGPH-4/Plaquette-Alibori-final.pdf)

### Cahier des villages et quartiers de ville Département de l'ALIBORI

<https://rgph5.instad.bj/wp-content/uploads/2023/03/ALIBORI.pdf>

Alibori <https://decentralisation.gouv.bj/prefecture/1/alibori/>

Atacora <https://decentralisation.gouv.bj/prefecture/2/atacora/>

### Cahier des villages et quartiers de ville Département de l'ATACORA

<https://rgph5.instad.bj/wp-content/uploads/2023/03/ATACORA.pdf>

### Synthèse des principaux résultats du RGPH-4de l'ATACORA

[https://instad.bj/images/docs/insae-statistiques/enquetes-recensements/RGPH/1.RGPH\\_4/Synth%C3%A8se-des-principaux-r%C3%A9sultats-du-RGPH-4/Plaquette-Atacora-finale.pdf](https://instad.bj/images/docs/insae-statistiques/enquetes-recensements/RGPH/1.RGPH_4/Synth%C3%A8se-des-principaux-r%C3%A9sultats-du-RGPH-4/Plaquette-Atacora-finale.pdf)

### Cahier des villages et quartiers de ville Département de la DONGA

[https://instad.bj/images/docs/insae-statistiques/enquetes-recensements/RGPH/1.RGPH\\_4/Synth%C3%A8se-des-principaux-r%C3%A9sultats-du-RGPH-4/Plaquette-Donga-Finale.pdf](https://instad.bj/images/docs/insae-statistiques/enquetes-recensements/RGPH/1.RGPH_4/Synth%C3%A8se-des-principaux-r%C3%A9sultats-du-RGPH-4/Plaquette-Donga-Finale.pdf)

### Spatialisation des cibles prioritaires des ODD au Bénin : Monographie des communes des départements de l'Atacora et de Donga

[https://developpement.gouv.bj/media/Spat\\_bj\\_Monographie%20Atacora%20Donga\\_03\\_02.pdf](https://developpement.gouv.bj/media/Spat_bj_Monographie%20Atacora%20Donga_03_02.pdf)

### Synthèse des principaux résultats du RGPH-4de la DONGA

[https://instad.bj/images/docs/insae-statistiques/enquetes-recensements/RGPH/1.RGPH\\_4/Synth%C3%A8se-des-principaux-r%C3%A9sultats-du-RGPH-4/Plaquette-Donga-Finale.pdf](https://instad.bj/images/docs/insae-statistiques/enquetes-recensements/RGPH/1.RGPH_4/Synth%C3%A8se-des-principaux-r%C3%A9sultats-du-RGPH-4/Plaquette-Donga-Finale.pdf)

### Donga

<https://decentralisation.gouv.bj/prefecture/7/donga/>

### INSAE BENIN

<https://instad.bj/>



**TIMBUKTU** INSTITUTE

**African Center for Peace Studies**  
[www.timbuktu-institute.org](http://www.timbuktu-institute.org)

Cite Keur Gorgui -  
BP 15177 CP 10700 Dakar Fann - SENEGAL.

+221 33 827 34 91  
+221 77 637 73 15

[www.timbuktu-institute.org](http://www.timbuktu-institute.org)  
[contact@timbuktu-institute.org](mailto:contact@timbuktu-institute.org)